

**L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, il y a eu deux groupes d'études ou séries de réunions sur le sujet mentionné et une série est projetée en ce moment.

**L'hon. M. Stanfield:** Une question supplémentaire. Selon le premier ministre, les réunions d'hier avec les représentants de l'industrie pétrolière ont été un apport intéressant à l'étude qu'effectue le gouvernement fédéral sur la politique pétrolière du Canada; peut-on en conclure que le gouvernement canadien n'a pas encore arrêté sa politique pétrolière?

**L'hon. M. Lang:** Monsieur l'Orateur, le gouvernement a examiné de très près cette question sous bien des angles. Il y a plusieurs facteurs en cause; nous avons décidé jusqu'où nous irions en ce qui concerne certains de ces facteurs. Les autres sont encore à l'étude, préalablement à une décision finale.

**L'hon. M. Stanfield:** Autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il expliquer à la Chambre comment les membres canadiens du comité mixte canado-américain peuvent poursuivre leurs travaux et mener des négociations intelligentes et valables avec le groupe américain, alors que le Canada n'a pas encore arrêté sa politique pétrolière?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. La question est litigieuse.

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné les divers propos tenus par le ministre en réponse aux questions, pouvons-nous en conclure qu'il n'y a pas eu de changement dans la politique du pétrole depuis 1961?

**L'hon. M. Benson:** Depuis 1966.

**L'hon. M. Hees:** Non. Depuis 1961.

**L'hon. M. Lang:** Monsieur l'Orateur, cette question est trop complexe pour qu'on puisse y répondre par un oui ou un non, car il faudrait analyser longuement les considérations politiques sur lesquelles se fondaient les déclarations faites et les mesures prises.

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quand il répondra à des questions de cette importance à l'avenir, le ministre voudrait-il le faire sans détours au lieu d'employer le jargon administratif qu'il affecte depuis quelque temps.

**Une voix:** Voilà qui est méchant.

[L'hon. M. Stanfield.]

**L'hon. M. Hees:** C'est peut-être de l'excellent jargon, mais c'est inintelligible.

#### L'EXTENSION À LA RÉGION MONTRÉALAISE DES DÉBOUCHÉS POUR LE PÉTROLE CANADIEN

**M. John Burton (Regina-Est):** Une question complémentaire. Le ministre d'État nous dirait-il si le gouvernement songe sérieusement à étendre jusqu'à la région de Montréal, comme l'a proposé l'Independent Petroleum Association, les débouchés pour le pétrole canadien? Songerait-il à mettre à la disposition des députés les rapports des études effectuées par le ministère sur la rentabilité du prolongement d'un pipe-line jusqu'à Montréal?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, il y a bien peu d'éléments reliés à l'expansion des marchés canadiens du pétrole que le gouvernement n'étudie pas. Il examine tous les problèmes et étudie les solutions proposées selon leurs mérites apparents. Il n'y a aucune étude à caractère non confidentiel qui puisse être déposée.

**M. Burton:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Au cours des entretiens d'hier avec les pétroliers, a-t-on pris des engagements? A-t-on indiqué à l'industrie pétrolière quelle serait à l'avenir la politique du gouvernement en matière de pétrole?

**L'hon. M. Lang:** Monsieur l'Orateur, aucune annonce concernant la politique du gouvernement n'a été faite hier aux pétroliers.

#### L'INDUSTRIE

##### LA KAISER JEEP OF CANADA—LA CESSATION DE LA PRODUCTION À L'USINE DE WINDSOR

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je pose ma question à son suppléant, le ministre d'État. Peut-il dire à la Chambre si la Kaiser Jeep of Canada Limited, filiale d'une société américaine, a avisé le ministère de la décision de la société mère de fermer son usine de Windsor (Ontario)? Dans l'affirmative, le ministère envisage-t-il de prendre des mesures à ce sujet?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, le ministère de l'Industrie et du Commerce a été avisé de cette décision. Bien que des entretiens aient eu lieu entre la compagnie et le ministère, celui-ci ne compte pas intervenir. La compagnie a prié le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration de l'aider à régler la question de la main-d'œuvre.